

## MINISTERE DES AFFAIRES ECONOMIQUES

F. 99 — 3421 [C — 99/11303]

4 AOUT 1999. — Arrêté ministériel approuvant le règlement n° 11 du 21 juin 1999 de l'Office de Contrôle des Assurances relatif à l'agrément des commissaires agréés

Le Ministre de l'Economie,

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 39,

Arrête :

**Article 1<sup>er</sup>.** Est approuvé le règlement n° 11 du 21 juin 1999 de l'Office de Contrôle des Assurances relatif à l'agrément des commissaires agréés.

**Art. 2.** Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Bruxelles, le 4 août 1999.

R. DEMOTTE

Règlement n° 11 de l'Office de Contrôle des Assurances  
relatif à l'agrément des commissaires agréés

L'Office de Contrôle des Assurances,

Vu la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances, notamment l'article 39;

Vu l'arrêté royal du 14 mai 1985 concernant l'application aux institutions privées de prévoyance, de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu l'arrêté royal du 5 avril 1995 concernant l'application de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances aux caisses de pensions visées à l'article 2, § 3, 4° de la loi précitée;

Vu l'arrêté royal du 5 décembre 1996 portant exécution de l'article 2, § 3, 5° de la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

Vu le règlement n° 6 du 15 janvier 1986 de l'Office de Contrôle des Assurances relatif à l'agrément et à la discipline des commissaires agréés auprès des entreprises d'assurances, modifié par le règlement n° 7 du 8 décembre 1993;

Vu l'avis de la Commission des Assurances du 17 février 1999;

Vu le règlement d'ordre intérieur du Conseil de l'Office de Contrôle des Assurances, approuvé par arrêté royal du 13 novembre 1975, notamment l'article 11,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Définitions

Article 1<sup>er</sup>. Au sens du présent règlement, on entend par :

la loi : la loi du 9 juillet 1975 relative au contrôle des entreprises d'assurances;

le règlement n° 6 : le règlement n° 6 du 15 janvier 1986 de l'Office de Contrôle des Assurances relatif à l'agrément et à la discipline des commissaires agréés auprès des entreprises d'assurances, modifié par le règlement n° 7 du 8 décembre 1993;

l'Office : l'Office de Contrôle des Assurances institué par la loi;

les entreprises contrôlées :

- les entreprises d'assurances belges;
- les établissements belges des entreprises d'assurances de pays tiers;
- les caisses de pensions visées à l'article 2, § 3, 4° de la loi;
- les entreprises ou organismes d'assurances visés à l'article, 2, § 3, 5° de la loi;
- les institutions de prévoyance visées à l'article 2, § 3, 6° de la loi.

CHAPITRE II. — Des commissaires agréés

Art. 2. § 1<sup>er</sup>. Pour pouvoir être agréé par l'Office en vue d'exercer les fonctions de commissaire agréé auprès des entreprises contrôlées, il faut :

- 1° être ressortissant d'un Etat membre de la Communauté;

## MINISTERIE VAN ECONOMISCHE ZAKEN

N. 99 — 3421 [C — 99/11303]

4 AUGUSTUS 1999. — Ministerieel besluit tot goedkeuring van de verordening nr. 11 van 21 juni 1999 van de Controledienst voor de Verzekeringen met betrekking tot de toelating van de erkende commissarissen

De Minister van Economie,

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid op artikel 39,

Besluit :

**Artikel 1.** Wordt goedgekeurd de verordening nr.11 van 21 juni 1999 van de Controledienst voor de Verzekeringen met betrekking tot de toelating van de erkende commissarissen.

**Art. 2.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Brussel, 4 augustus 1999.

R. DEMOTTE

Verordening nr. 11 van de Controledienst voor de Verzekeringen  
met betrekking tot de toelating van de erkende commissarissen

De Controledienst voor de Verzekeringen,

Gelet op de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen, inzonderheid artikel 39;

Gelet op het koninklijk besluit van 14 mei 1985 tot toepassing op de private verzorgingsinstellingen, van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 april 1995 tot toepassing van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen op de pensioenkasen bedoeld in artikel 2, § 3, 4° van de voormelde wet;

Gelet op het koninklijk besluit van 5 december 1996 tot uitvoering van artikel 2, § 3, 5° van de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

Gelet op de verordening nr. 6 van 15 januari 1986 van de Controledienst voor de Verzekeringen tot vaststelling van het toelatings- en tuchtreglement der erkende commissarissen bij de verzekeringsondernemingen, gewijzigd door de verordening nr. 7 van 8 december 1993;

Gelet op het advies van de Commissie voor Verzekeringen van 17 februari 1999;

Gelet op het huishoudelijk reglement van de Raad van de Controledienst voor de Verzekeringen, goedgekeurd bij koninklijk besluit van 13 november 1975, inzonderheid op artikel 11,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. In de zin van deze verordening verstaat men onder :

de wet : de wet van 9 juli 1975 betreffende de controle der verzekeringsondernemingen;

de verordening nr. 6 : de verordening nr. 6 van 15 januari 1986 van de Controledienst voor de Verzekeringen tot vaststelling van het toelatings- en tuchtreglement der erkende commissarissen bij de verzekeringsondernemingen, gewijzigd door de verordening nr. 7 van 8 december 1993;

de Controledienst : de Controledienst voor de Verzekeringen opgericht door de wet;

de gecontroleerde ondernemingen :

- de Belgische verzekeringsondernemingen;
- de Belgische vestigingen van verzekeringsondernemingen van derde landen;
- de pensioenkasen bedoeld in artikel 2, § 3, 4° van de wet;
- de verzekeringsondernemingen of instellingen bedoeld in artikel 2, § 3, 5° van de wet;
- de verzorgingsinstellingen bedoeld in artikel 2, § 3, 6° van de wet.

HOOFDSTUK II. — De erkende commissarissen

Art. 2. § 1. Om door de Controledienst erkend te kunnen worden voor het uitoefenen van de functie van erkende commissaris bij de gecontroleerde ondernemingen, moet men :

- 1° onderdaan zijn van een Lid-Staat van de Gemeenschap;

2° être membre de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises institué par la loi du 22 juillet 1953;

3° avoir exercé pendant cinq années au moins, une activité professionnelle impliquant que le candidat a acquis l'expérience de l'organisation, de la comptabilité et du contrôle des entreprises et qu'il est apte à remplir avec indépendance et compétence des missions de revision auprès des entreprises contrôlées;

4° justifier de la connaissance de la technique des opérations des entreprises contrôlées et de la réglementation de contrôle desdites entreprises;

5° avoir une connaissance approfondie d'une des langues nationales;

6° jouir de ses droits civils et politiques;

7° ne pas avoir été condamné en Belgique, ni à l'étranger, du chef d'infractions énumérées à l'article 90, § 2 de la loi, ni du chef d'infractions énumérées à l'article 17 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises;

8° ne pas avoir été déclaré en faillite, à moins d'avoir été réhabilité.

Art. 3. § 1<sup>er</sup>. Un commissaire agréé ne peut exercer une fonction privée rémunérée, ni exercer dans un lien de subordination une fonction rémunérée par l'Etat, les régions, les communautés, les provinces, les communes, les agglomérations et fédérations de communes, ou par un service public qui dépend de ces personnes morales de droit public.

§ 2. Par dérogation au § 1<sup>er</sup>, ne sont pas incompatibles avec la fonction de commissaire agréé, la profession de reviseur d'entreprise, les fonctions exercées à temps partiel dans l'enseignement, celles d'administrateur, de gérant ou de fondé de pouvoir dans les entreprises de revision et celles d'actuaire désigné visées à l'article 40bis de la loi.

Un commissaire agréé ne peut exercer simultanément la fonction de commissaire agréé et la fonction d'actuaire désigné dans une même entreprise contrôlée.

Art. 4. L'appel aux candidats à l'agrément de commissaires est publié par l'Office au *Moniteur belge* un mois au moins avant la date limite d'introduction des candidatures. Les candidatures doivent, sous peine de nullité, contenir une déclaration concernant la situation des intéressés au regard des articles 2 et 3.

Art. 5. L'Office accorde l'agrément sur rapport d'une Commission d'examen des candidatures qu'il institue. Celle-ci comprend au moins trois personnes dont au moins deux délégués de l'Office parmi lesquels il désigne un président, et au moins un commissaire agréé exerçant des fonctions de commissaire agréé auprès d'une entreprise contrôlée depuis cinq ans au moins. Ce commissaire agréé est présenté par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises. Les membres de la Commission d'examen ne peuvent procéder à l'examen de la candidature de personnes ayant avec eux un rapport de parenté ou d'alliance jusqu'au 5ème degré, de patronage ou de cabinet.

L'Office peut instituer, s'il y a lieu, plusieurs Commissions constituées conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup> du présent article.

Art. 6. Sans préjudice de l'application de l'article 7, l'agrément cesse ses effets de plein droit par renonciation ou lorsque le commissaire agréé atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Art. 7. § 1<sup>er</sup>. L'Office peut retirer l'agrément lorsque le commissaire agréé n'a pas rempli avec la compétence et la diligence nécessaires ses obligations de collaboration avec l'Office prévues par la loi ainsi que par ses mesures d'exécution.

§ 2. L'Office retire l'agrément lorsque le commissaire agréé :

1° est définitivement dans l'incapacité d'exercer ses fonctions;

2° ne remplit plus les conditions fixées à l'article 2, 1°, 2°, 4°, 6°, 7° et 8° et à l'article 3;

3° lorsque le commissaire agréé n'a pas exercé de mandat pendant une période de six ans commençant soit à la date de son agrément, soit à la date du terme de son dernier mandat. Toutefois, peut être assimilée à l'exercice d'un mandat la participation régulière et continue à l'exercice du mandat d'un autre commissaire agréé, ainsi qu'une mission confiée par l'Office.

§ 3. En cas d'application du § 1<sup>er</sup> ou du § 2, 2° concernant la condition visée à l'article 2, 4° ou du § 2, 3°, l'Office notifie au commissaire agréé, par lettre recommandée à la poste, avec accusé de

2° lid zijn van het Instituut der Bedrijfsrevisoren ingesteld door de wet van 22 juli 1953;

3° ten minste gedurende vijf jaar een beroepsactiviteit hebben uitgeoefend waaruit blijkt dat de kandidaat ervaring verworven heeft inzake organisatie, boekhouding en controle van de ondernemingen en dat hij bekwaam is om onafhankelijk en met deskundigheid bij de gecontroleerde ondernemingen revisieopdrachten uit te voeren;

4° het bewijs leveren van de kennis van de techniek van de verrichtingen van de gecontroleerde ondernemingen en van de reglementering inzake de controle van voormelde ondernemingen;

5° een grondige kennis hebben van één van de landstalen;

6° zijn burgerlijke en politieke rechten genieten;

7° niet veroordeeld zijn in België noch in het buitenland op grond van overtredingen voorzien in artikel 90, § 2 van de wet, noch op grond van overtredingen voorzien in artikel 17 van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen;

8° niet failliet zijn verklaard, tenzij in eer hersteld te zijn.

Art. 3. § 1. De functie van erkende commissaris is onverenigbaar met elke andere private functie, noch kan hij in ondergeschikt verband een betrekking uitoefenen bezoldigd door de Staat, de gewesten, de gemeenschappen, de provincies, de gemeenten, de agglomeraties en federaties van gemeenten of door een openbare dienst die afhangt van deze publiekrechtelijke rechtspersonen.

§ 2. In afwijking van § 1, zijn niet onverenigbaar met de functie van erkende commissaris, het beroep van bedrijfsrevisor, de functies die deeltijds in het onderwijs uitgeoefend worden, die van beheerder, zaakvoerder of gevolmachtigde bij de ondernemingen van revisoraat en die van aangewezen actuaaris bedoeld in artikel 40bis van de wet.

Een erkende commissaris mag evenwel niet tegelijkertijd de functie van erkende commissaris en de functie van aangewezen actuaaris in eenzelfde gecontroleerde onderneming uitoefenen.

Art. 4. De oproep tot de kandidaten voor de erkenning van commissarissen wordt door de Controledienst bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* ten minste één maand voor de uiterste datum waarop de candidaturen moeten worden ingediend. De candidaturen moeten op straf van nietigheid een verklaring bevatten betreffende de toestand van de belanghebbenden ten opzichte van de artikelen 2 en 3.

Art. 5. De Controledienst verleent de erkenning op verslag van een door hem opgerichte commissie voor onderzoek van de candidaturen. Die commissie is samengesteld uit ten minste drie personen waaronder ten minste twee afgevaardigden van de Controledienst onder wie hij een voorzitter aanduidt, en ten minste een erkende commissaris die gedurende tenminste vijf jaar de functies van erkende commissaris bij een gecontroleerde onderneming heeft uitgeoefend. Deze erkende commissaris wordt voorgedragen door het Instituut der Bedrijfsrevisoren. De leden van de onderzoekscommissie mogen niet overgaan tot het onderzoek van de kandidatuur van personen met wie ze tot de 5e graad bloed- of aanverwant zijn of van wie ze stagemeeester zijn of die deel uitmaken van hun kantoor.

De Controledienst kan, indien nodig, meerdere commissies oprichten overeenkomstig het eerste lid van dit artikel.

Art. 6. Onverminderd de toepassing van artikel 7, vervalt de erkenning van rechtswege door verzaking of wanneer de erkende commissaris de leeftijd van vijftien jaar bereikt.

Art. 7. § 1. De Controledienst kan de erkenning intrekken wanneer de erkende commissaris zijn verplichtingen inzake de samenwerking met de Controledienst zoals bepaald in de wet en haar uitvoeringsbepalingen, niet met de nodige bekwaamheid en toewijding nakomt.

§ 2. De Controledienst trekt de erkenning in wanneer de erkende commissaris :

1° definitief niet in staat is zijn functie uit te oefenen;

2° niet meer de voorwaarden vervult, bepaald in artikel 2, 1°, 2°, 4°, 6°, 7° en 8° en in artikel 3;

3° geen mandaat heeft uitgeoefend gedurende een periode van zes jaar te beginnen vanaf de datum van zijn erkenning of vanaf de einddatum van zijn laatste mandaat. Hiervoor kan de regelmatige en voortdurende deelneming aan de uitoefening van het mandaat van een andere erkende commissaris evenals de uitoefening van een opdracht verleend door de Controledienst gelijkgesteld worden met de uitoefening van een mandaat.

§ 3. Ingeval van toepassing van § 1 of van § 2, 2° betreffende de voorwaarde bedoeld in artikel 2, 4° of van § 2, 3°, betekent de Controledienst aan de erkende commissaris met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot zijn

réception ou par exploit d'huissier son intention de lui retirer l'agrément avec les raisons qui la justifient. Il mentionne la faculté pour le commissaire de consulter le dossier.

Il l'invite à faire valoir ses observations, dans un délai qui ne peut être inférieur à un mois, par un mémoire adressé au Président de l'Office. Le commissaire agréé peut joindre à ce mémoire toutes pièces utiles à sa défense.

A l'expiration du délai fixé à l'alinéa 2 de ce paragraphe, l'Office soumet le dossier à l'avis d'une Commission constituée par lui au plus tard à ce moment et composée conformément à l'article 5.

La Commission entend le Commissaire agréé au plus tôt quinze jours après l'expiration du délai fixé à l'alinéa 2 du présent paragraphe. Celui-ci peut se faire assister par un avocat ou par un commissaire agréé depuis cinq ans au moins. La Commission donne un avis motivé sur l'existence des circonstances visées aux paragraphes 1 et 2. Cet avis est communiqué au Président de l'Office et, par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier, au commissaire agréé.

Le commissaire agréé a le droit d'être entendu par le Conseil de l'Office, personnellement, assisté par un avocat ou par un commissaire agréé depuis cinq ans au moins, ou représenté par un avocat. Cette audition ne peut avoir lieu moins de quinze jours après la communication de la Commission faite au Président de l'Office prévue à l'alinéa 4 de ce paragraphe. Le commissaire agréé peut demander une prolongation de ces délais pour une durée qui ne peut excéder trente jours. Il peut déposer tout mémoire complémentaire.

L'Office décide définitivement, même si le commissaire agréé, dûment convoqué, n'a pas fait valoir ses moyens ou n'a pas comparu. Sa décision est notifiée dans la huitaine au commissaire agréé ou à son représentant par lettre recommandée à la poste ou avec accusé de réception ou par exploit d'huissier. Elle est communiquée à l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

Les durées précitées s'expriment en jours calendrier.

§ 4. En cas d'application du § 2, 1°, 2°, à l'exception de la condition visée à l'article 2, 4°, l'Office notifie au commissaire agréé, par lettre recommandée à la poste, avec accusé de réception ou par exploit d'huissier sa décision de lui retirer l'agrément avec les raisons qui la justifient.

Art. 8. L'Office peut accorder à la demande du commissaire le titre honorifique de sa fonction au commissaire dont l'agrément prend fin et qui a rempli avec honneur pendant quinze années au moins des fonctions de commissaire agréé auprès des entreprises contrôlées, à condition qu'il ait obtenu le titre de reviseur honoraire auprès de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

Art 9. L'Office dénonce à l'Institut des Reviseurs d'Entreprises, après en avoir averti le commissaire agréé concerné, tout fait ou acte dont il aurait connaissance et qui constituerait aux yeux de l'Office un manquement du commissaire agréé dans l'exercice de ses fonctions.

L'Office sera averti par l'Institut des Reviseurs d'Entreprises de toute sanction prise à l'encontre d'un commissaire agréé.

Art. 10. § 1<sup>er</sup>. Les entreprises contrôlées désignent un commissaire conformément à l'article 38 de la loi après avoir demandé l'accord de l'Office sur la proposition de désignation.

§ 2. L'accord de l'Office prévu au § 1<sup>er</sup> doit être obtenu préalablement à la proposition à faire par l'organe compétent de l'entreprise contrôlée à l'organe qui nomme.

§ 3. Pour que l'entreprise contrôlée obtienne l'accord de l'Office sur sa désignation, le commissaire doit démontrer d'une part, qu'il dispose des moyens nécessaires à l'exercice de sa mission auprès de l'entreprise contrôlée concernée et d'autre part, qu'il mobilisera suffisamment de moyens pour accomplir sa tâche.

§ 4. Le commissaire doit, pour l'appréciation des conditions précisées au § 3, transmettre à l'Office un dossier, dont celui-ci détermine le contenu.

Les émoluments qui seront alloués au commissaire sont également communiqués à l'Office.

voornemen om zijn erkenning in te trekken, met opgave van de motivering. Deze brief vermeldt de mogelijkheid voor de commissaris om inzage te nemen van het dossier.

Hij vraagt hem om, binnen een termijn die ten minste één maand moet bedragen, zijn opmerkingen kenbaar te maken in een verdedigingschrift gericht aan de Voorzitter van de Controledienst. De erkende commissaris mag bij dit verdedigingschrift alle stukken voegen, nuttig voor zijn verdediging.

Bij het verstrijken van de in het tweede lid van deze paragraaf bepaalde termijn, legt de Controledienst het dossier ter advies voor aan een commissie die hij ten laatste op dat ogenblik samenstelt overeenkomstig artikel 5.

De commissie hoort de erkende commissaris ten vroegste vijftien dagen na afloop van de termijn waarvan sprake in het tweede lid van onderhavige paragraaf. Hij kan zich laten bijstaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende commissaris. De commissie geeft een gemotiveerd advies over het bestaan van de omstandigheden bedoeld in §§ 1 en 2. Dit advies wordt meegedeeld aan de Voorzitter van de Controledienst en, met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot, aan de erkende commissaris.

De erkende commissaris heeft het recht om persoonlijk door de Raad van de Controledienst te worden gehoord, bijgestaan door een advocaat of een sinds ten minste vijf jaar erkende commissaris of vertegenwoordigd door een advocaat. Deze hoorzitting kan slechts plaatsvinden tenminste vijftien dagen na de mededeling door de commissie van haar advies aan de Voorzitter van de Controledienst, waarvan sprake in het vierde lid van deze paragraaf. De erkende commissaris kan vragen deze termijnen te verlengen met maximum dertig dagen. Hij kan steeds een aanvullend verdedigingschrift overleggen.

De Controledienst neemt een definitieve beslissing, zelfs indien de regelmatig opgeroepen erkende commissaris zijn verweermiddelen niet kenbaar heeft gemaakt of niet is verschenen. Hij betekent zijn beslissing binnen acht dagen aan de erkende commissaris of zijn vertegenwoordiger met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij deurwaardersexploot. Hij deelt zijn beslissing mee aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De voormelde tijdspannen worden in kalenderdagen uitgedrukt.

§ 4. In geval van toepassing van § 2, 1°, 2° uitgezonderd betreffende de voorwaarde bedoeld in artikel 2, 4°, betekent de Controledienst aan de erkende commissaris met een aangetekende brief, een brief met ontvangstbewijs of bij een deurwaardersexploot zijn beslissing om zijn erkenning in te trekken, met opgave van de motivering.

Art. 8. De Controledienst kan op vraag van de commissaris de eretitel van zijn ambt verlenen aan de commissaris wiens erkenning eindigt en die ten minste vijftien jaar lang met ere als erkende commissaris functies heeft vervuld bij de gecontroleerde ondernemingen mits hij de titel van ere commissaris bij het Instituut der Bedrijfsrevisoren heeft bekomen.

Art. 9. De Controledienst deelt, na verwittiging van de betrokken erkende commissaris, elk feit of daad waarvan hij kennis heeft en die volgens hem een tekortkoming betekenen in de uitoefening van de functie van erkende commissaris, mee aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

De Controledienst wordt door het Instituut der Bedrijfsrevisoren verwittigd van elke strafmaatregel genomen tegen een erkende commissaris.

Art. 10. § 1. De gecontroleerde ondernemingen duiden overeenkomstig artikel 38 van de wet een commissaris aan, na het akkoord van de Controledienst gevraagd te hebben over het voorstel van aanstelling.

§ 2. Het akkoord van de Controledienst, voorzien in § 1, moet bekomen worden alvorens het bevoegde orgaan van de gecontroleerde onderneming het voorstel richt aan het benoemingsorgaan.

§ 3. Opdat de gecontroleerde onderneming het akkoord van de Controledienst over de aanstelling zou verkrijgen dient de commissaris aan te tonen dat hij enerzijds beschikt over de middelen vereist voor de uitoefening van zijn opdracht bij de gecontroleerde onderneming en anderzijds voldoende middelen zal aanwenden om zijn opdracht uit te voeren.

§ 4. Voor de beoordeling van de voorwaarden vermeld in § 3 dient de commissaris een dossier in bij de Controledienst, waarvan deze de inhoud bepaalt.

De bezoldiging die aan de commissaris zal toegekend worden, wordt eveneens meegedeeld aan de Controledienst.

§ 5. Toute modification substantielle ultérieure de l'organisation du commissaire ou des moyens mis en oeuvre dans l'exercice de sa mission devra être portée à la connaissance de l'Office et obtenir son approbation.

Les modifications aux émoluments du commissaire sont également communiquées à l'Office.

§ 6. L'Office peut limiter le nombre de mandats de commissaire agréé exercés par une même personne s'il le juge nécessaire pour le bon accomplissement de ces mandats compte tenu du volume total des prestations de cette personne.

§ 7. Le commissaire agréé qui exerce ses fonctions à l'âge de soixante-cinq ans peut achever la vérification des opérations de l'exercice au cours duquel il atteint l'âge de soixante-cinq ans.

Art. 11. L'Office peut, en tout temps, révoquer son accord sur la désignation d'un commissaire agréé, conformément à l'article 10, § 1<sup>er</sup>, sur base d'une décision motivée par des raisons tenant à leur statut ou à l'exercice de leur mission de commissaire agréé, tels que prévus par les articles 38, 39 et 40 de la loi. Cette révocation met fin aux fonctions du commissaire agréé.

Dans un tel cas de révocation, la procédure décrite à l'article 7, § 3, du présent règlement est applicable.

Art. 12. En cas de démission d'un commissaire agréé, l'Office et l'entreprise contrôlée en sont préalablement informés, ainsi que des motifs de la démission.

Avant qu'une entreprise contrôlée puisse révoquer un commissaire agréé, l'avis de l'Office doit être demandé. Cet avis est communiqué à l'assemblée générale de l'entreprise contrôlée ou aux dirigeants de l'entreprise s'il s'agit d'une succursale. Un commissaire agréé ne peut être révoqué sans décision motivée.

### CHAPITRE III. — Des sociétés de revision

Art. 13. Peuvent être agréées pour exercer les fonctions de commissaire agréé les sociétés civiles de revision inscrites à la liste de l'Institut des Reviseurs d'Entreprises, conformément à la loi du 22 juillet 1953, qui remplissent les conditions suivantes :

- 1° ressortir du droit d'un Etat membre de la Communauté;
- 2° compter parmi les membres au moins deux commissaires agréés par l'Office en application des dispositions du chapitre II du présent règlement;
- 3° s'engager à se faire représenter, dans les conditions prescrites par la loi du 22 juillet 1953 créant un Institut des Reviseurs d'Entreprises et le présent règlement, par un ou plusieurs commissaires agréés visés au 2°.

Si, pour quelque cause que ce soit, la société de revision ne compte plus deux commissaires agréés, elle doit remplir à nouveau cette condition dans les douze mois.

Pour l'application du présent règlement, il faut entendre par membres d'une société de revision les associés, gérants ou administrateurs de cette société.

Art. 14. L'agrément des sociétés de revision est accordé, à la demande de celles-ci.

La société joint à sa demande une déclaration concernant sa situation au regard de l'article 13.

L'Office peut pour l'appréciation des conditions visées à l'article 13 transmettre le dossier pour avis à l'Institut des Reviseurs d'Entreprises.

Art. 15. Les dispositions des articles 10 et 12 sont applicables aux sociétés de revision.

Art. 16. L'exercice par des sociétés de revision de la fonction de commissaire agréé auprès des entreprises contrôlées est soumis au respect des règles suivantes :

- 1° la désignation d'une société de revision par une entreprise contrôlée est subordonnée à l'accord préalable de l'Office sur la désignation par la société de revision de son représentant;

§ 5. Elke latere belangrijke wijziging van de organisatie van de commissaris of van de middelen aangewend in de uitoefening van zijn opdracht wordt meegedeeld aan de Controledienst die zijn instemming moet geven.

De wijzigingen aan de bezoldiging van de commissaris worden ook medegedeeld aan de Controledienst.

§ 6. De Controledienst kan het aantal mandaten van erkende commissaris uitgeoefend door een zelfde persoon beperken indien hij het nodig acht voor de goede uitoefening van die mandaten, rekening houdend met het totaal van de prestaties van die persoon.

§ 7. De erkende commissaris die op vijftenzestigjarige leeftijd zijn functies uitoefent, mag het nazicht beëindigen van de verrichtingen van het boekjaar waarin hij de leeftijd van vijftenzestig jaar bereikt.

Art. 11. De Controledienst kan zijn instemming voor de aanduiding van een erkende commissaris, overeenkomstig artikel 10, § 1 steeds herroepen bij beslissing die is gemotiveerd door redenen die verband houden met hun statuut of hun opdracht als erkende commissaris, zoals bepaald in de artikelen 38, 39 en 40 van de wet. Met deze herroeping eindigt de opdracht van de erkende commissaris.

In dit geval van herroeping is de procedure voorzien in artikel 7, § 3 van toepassing.

Art. 12. Als een erkende commissaris ontslag neemt, worden de Controledienst en de gecontroleerde onderneming hiervan voorafgaandelijk op de hoogte gebracht, samen met de beweegredenen van zijn ontslag.

Vooraleer een gecontroleerde onderneming een erkende commissaris kan ontslaan, moet het advies van de Controledienst gevraagd worden. Dit advies wordt meegedeeld aan de algemene vergadering van de gecontroleerde onderneming of aan de leiders van de onderneming indien het een bijkantoor betreft. Een erkende commissaris kan slechts ontslagen worden mits een gemotiveerde beslissing.

### HOOFDSTUK III. — De revisoraatvennootschappen

Art. 13. Kunnen erkend worden om de functies van erkende commissaris uit te oefenen de burgerlijke revisoraatvennootschappen ingeschreven op de lijst van het Instituut der Bedrijfsrevisoren overeenkomstig de wet van 22 juli 1953 die de volgende voorwaarden vervullen :

- 1° onder het recht vallen van een Lid-Staat van de Gemeenschap;
- 2° onder de leden ten minste twee commissarissen tellen die door de Controledienst erkend zijn bij toepassing van de bepalingen van hoofdstuk II van deze verordening;
- 3° zich er toe verbinden zich te laten vertegenwoordigen, volgens de voorwaarden voorgeschreven door de wet van 22 juli 1953 houdende oprichting van een Instituut der Bedrijfsrevisoren en door onderhavige verordening, door één of meerdere erkende commissarissen bedoeld onder 2°.

In geval, om welke reden ook, de revisoraatvennootschap geen twee erkende commissarissen meer heeft, moet de vennootschap die voorwaarde opnieuw vervullen binnen de twaalf maanden.

Voor de toepassing van onderhavige verordening, dient men onder leden van een revisoraatvennootschap te verstaan de vennoten, zaakvoerders of beheerders van deze onderneming.

Art. 14. De erkenning van de revisoraatvennootschappen wordt op hun aanvraag verleend.

De vennootschap voegt bij haar aanvraag een verklaring betreffende haar toestand ten opzichte van artikel 13.

De Controledienst kan voor de beoordeling van de voorwaarden, bedoeld in artikel 13, het dossier ter advies overmaken aan het Instituut der Bedrijfsrevisoren.

Art. 15. De bepalingen van de artikelen 10 en 12 zijn van toepassing op de revisoraatvennootschappen.

Art. 16. De uitoefening van de functie van erkende commissaris bij de gecontroleerde ondernemingen door revisoraatvennootschappen wordt aan het nakomen van de volgende regels onderworpen :

- 1° de aanstelling van een revisoraatvennootschap door een gecontroleerde onderneming is afhankelijk van de voorafgaande instemming van de Controledienst met de aanwijzing van de vertegenwoordiger door de betrokken revisoraatvennootschap;

2° le représentant répond personnellement à l'égard de l'Office de l'accomplissement de sa mission;

3° la société de revision ne peut mettre fin à la désignation de son représentant qu'avec l'accord préalable de l'Office; le remplacement éventuel du représentant se fait dans les formes de la désignation, telles que fixées au 1°.

Art. 17. Les sociétés de revision agréées peuvent porter le titre de « Sociétés de revision agréées par l'Office de Contrôle des Assurances ».

Art. 18. § 1<sup>er</sup>. L'agrément des sociétés de revision prend fin par renonciation, révocation, retrait de l'agrément ou lorsque la société de revision est mise en liquidation.

§ 2. Sans préjudice de l'article 13, alinéa 2, l'Office retire l'agrément de la société de revision qui ne remplit plus les conditions fixées à l'article 13. Sa décision est motivée et notifiée à la société dans la huitaine par lettre recommandée à la poste.

Art. 19. Sans préjudice de leur application aux commissaires agréés qui représentent les sociétés de revision, les articles 7, 9 et 11 du présent règlement sont applicables aux manquements imputables à ces dernières.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions transitoires et finales

Art. 20. § 1<sup>er</sup>. Les commissaires agréés provisoirement en vertu de l'article 6 §§ 1<sup>er</sup> et 2 du règlement n° 6 sont de plein droit agréés en vertu du présent règlement.

§ 2. Les commissaires agréés définitivement en vertu de l'article 6, § 3, du règlement n° 6 sont de plein droit agréés en vertu du présent règlement.

§ 3. Les sociétés de revision agréées en vertu de l'article 14 du règlement n° 6 sont de plein droit agréées en vertu de présent règlement.

Art. 21. Les sociétés de revision agréées qui ne satisfont pas aux conditions de l'article 13, premier alinéa, 2° à la date d'entrée en vigueur de ce règlement, bénéficient d'un délai d'un an à compter de la date précitée pour satisfaire à ces conditions.

Art. 22. L'Office fait connaître chaque année, par la voie du *Moniteur belge*, la liste des commissaires agréés.

Les sociétés civiles y figureront avec pour chacune d'elles le nom des commissaires agréés qui en sont membres.

La liste et les mises à jour peuvent être obtenues auprès de l'Office.

Art. 23. La liste des commissaires agréés désignés par les entreprises contrôlées est publiée dans le rapport annuel de l'Office.

Art. 24. Le règlement n° 6 est abrogé sauf pour ce qui concerne les personnes agréées spécialement par l'Office en application de l'article 38, alinéa 3 de la loi, tel qu'il s'énonçait avant les modifications apportées par la loi du 19 juillet 1991 relative au contrôle des entreprises d'assurances et fixant certaines dispositions relatives au fonctionnement de l'Office de Contrôle des assurances.

Les dispositions de l'article 8 du règlement n° 6 sont abrogées pour ce qui concerne les personnes visées par le premier alinéa. Les dispositions des articles 3, § 2, alinéa 2, 10, 11 et 12 du présent règlement leur sont applicables.

Art. 25. Le présent règlement sera publié au *Moniteur belge* en même temps que l'extrait de l'arrêté ministériel qui l'approuve. Il entre en vigueur le jour de sa publication.

Bruxelles, le 21 juin 1999.

Le Président,  
Willy P. Lenaerts

2° de vertegenwoordiger is persoonlijk aansprakelijk ten opzichte van de Controledienst voor het volbrengen van zijn taak;

3° de revisoraatvennootschap kan slechts een einde stellen aan de aanstelling van haar vertegenwoordiger mits de voorafgaande instemming van de Controledienst; de mogelijke vervanging van de vertegenwoordiger geschiedt volgens de in 1° bedoelde aanstellingsprocedure.

Art. 17. De erkende revisoraatvennootschappen kunnen de titel dragen van « Door de Controledienst voor de Verzekeringen erkende revisoraatvennootschap ».

Art. 18. § 1. De erkenning van de revisoraatvennootschappen vervalt door verzaking, herroeping, intrekking van de erkenning of als de revisoraatvennootschap in vereffening wordt gesteld.

§ 2. Onverminderd artikel 13, lid 2, trekt de Controledienst de erkenning in van de revisoraatvennootschap die de in artikel 13 vastgelegde voorwaarden niet meer vervult. Zijn beslissing wordt met redenen omkleed en aan de vennootschap binnen de acht dagen met een ter post aangetekend schrijven betekend.

Art. 19. Onverminderd hun toepassing op de erkende commissarissen die de revisoraatvennootschappen vertegenwoordigen zijn de artikelen 7, 9 en 11 van deze verordening toepasselijk in geval van tekortkomingen ten laste van die vennootschappen.

#### HOOFDSTUK IV. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 20. § 1. De commissarissen die voorlopig erkend werden krachtens artikel 6, §§ 1 en 2 van verordening nr. 6 zijn van rechtswege erkend krachtens onderhavige verordening.

§ 2. De commissarissen die definitief erkend werden krachtens artikel 6, § 3 van verordening nr. 6 zijn van rechtswege erkend krachtens onderhavige verordening.

§ 3. De revisoraatvennootschappen die erkend werden krachtens artikel 14 van de verordening nr. 6 zijn van rechtswege erkend krachtens deze verordening.

Art. 21. De erkende revisoraatvennootschappen die niet voldoen aan de verplichting van artikel 13, eerste lid, 2° op datum van inwerking-treding van deze verordening beschikken over een termijn van één jaar vanaf voormelde datum om aan die verplichting te voldoen.

Art. 22. De Controledienst maakt ieder jaar in het *Belgisch Staatsblad* de lijst van de erkende commissarissen bekend.

De burgerlijke vennootschappen worden vermeld op die lijst met voor ieder van hen de naam van de erkende commissarissen die er lid van zijn.

De lijst en de bijwerkingen kunnen bij de Controledienst verkregen worden.

Art. 23. De lijst van de door de gecontroleerde ondernemingen aangestelde erkende commissarissen wordt bekendgemaakt in het jaarlijks verslag van de Controledienst.

Art. 24. De verordening nr. 6 wordt opgeheven behalve voor de personen die door de Controledienst voor de Verzekeringen speciaal zijn toegelaten met toepassing van artikel 38, derde lid van de wet, zoals dit luidde vóór de inwerking-treding van de wet van 19 juli 1991 betreffende de controle der verzekerings-ondernemingen tot vaststelling van een aantal bepalingen betreffende de werking van de Controledienst voor de Verzekeringen.

De bepalingen van artikel 8 van de verordening nr. 6 worden opgeheven voor de in het eerste lid bedoelde personen. De bepalingen van de artikelen 3, § 2, tweede lid, 10, 11 en 12 van voorliggende verordening zijn op hen van toepassing.

Art. 25. Deze verordening zal in het *Belgisch Staatsblad* bekendgemaakt worden samen met het uittreksel van het ministerieel besluit tot goedkeuring ervan. Ze treedt in werking op de dag van haar bekendmaking.

Brussel, 21 juni 1999

De Voorzitter,  
Willy P. Lenaerts